

14.02.2020, Philippe Castella

3 questions à Jacques Bourgeois.

Cette nouvelle politique agricole réduit-elle l'impact sur la nature?

Oui. Elle comprend une réduction des produits phytosanitaires et intègre la question de la biodiversité. Elle anticipe les initiatives «Pour une eau potable propre» et «Suisse sans pesticides de synthèse», qui conditionnent les paiements directs au respect de ces exigences. Mais un minimum de produits est nécessaire sinon la production risque de chuter de 20 à 40% en Suisse. Des plantes et des animaux malades doivent pouvoir être protégés comme l'être humain du reste. Depuis 2008, l'agriculture a réduit de 28% l'utilisation de produits phytosanitaires et de 55% l'emploi du glyphosate. C'est une tendance générale: le Parlement pourra parallèlement examiner l'initiative de la commission de l'économie des Etats qui vise à réduire les risques liés à l'utilisation de produits phytosanitaires de 50% d'ici 2027.

Et la bureaucratie en plus?

C'est l'aspect négatif de cette politique agricole qui laisse à notre base un sentiment mitigé. Même si les avantages sont non négligeables, entre autres, le nouveau cofinancement des assurances contre les pertes de récolte en vue d'atténuer les risques croissants liés au climat avait constitué l'un des vœux du secteur agricole. Dans la PA 2022+, on en rajoute une couche en matière de bureaucratie et la simplification administrative réclamée depuis longtemps est renvoyée aux calendes grecques. Pour un exploitant, ce n'est pas évident de devoir tous les quatre ans changer de réglementation. Le coût de ces contraintes n'est pas honoré par les marchés et risque de mettre à mal la production alors qu'on prévoit une augmentation de la population suisse de deux millions d'habitants d'ici à 2050.

Cette politique permettra-t-elle aux paysans de se rapprocher des Verts?

Je dois justement en débattre avec eux. J'imagine qu'ils vont trouver que cette politique ne va pas assez loin, mais pour le monde paysan, c'est un pas déjà important.